

Edito

Téléphone : 02 51 49 66 54

Messagerie :

cgt.ddfip85@dgfip.finances.gouv.f

Dans ce numéro :

Edito	1
Quand l'indécence...	1
# balance ton porc	2
Quelque chiffres pour mémoire	2
L'écho des com.	3
Indécosa - Cgt	4

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
SECTION CGT FP 85

LE 20 Mars 2018 à 8H30
Lieu à préciser ...

CAP 2022 !! Non ce n'est pas le titre d'un nouveau film de science-fiction mais bien une réalité. Le chantier action publique 2022 est une véritable machine de guerre contre les politiques publiques, les services et l'emploi publics.

Entamée avec la RGPP (révision générale des politiques publiques) en 2007, prolongée par la MAP (modernisation de l'action publique) à partir de 2012, la réforme de la fonction publique n'en finit plus !!!!

En fait de rechercher plus d'efficacité et de modernité avec le passage au «tout numérique», c'est plutôt des cures d'amaigrissement sans précédent que subit le service public. Fermeture des guichets physiques dans toutes les administrations, baisse des effectifs et abandon de missions !!!!

Voilà le résultat de leur « modernisation », laissant les usagers face à leurs problématiques et les agents du service public en souffrance.

Alors qu'espérer de CAP 2022 ? Le simple examen de la composition du comité répondra à votre questionnaire. Avec des personnalités pour la plupart issues du monde de l'entrepre-

nariat et des grandes entreprises, c'est un pas supplémentaire vers les privatisations et le désengagement de l'Etat qui va être effectué.

Autant demander à un croque-mort de vous soigner !!!! Encore moins de service public pour l'usager et de moyens pour les fonctionnaires.

Pour la CGT, une véritable modernisation est possible. Elle doit passer par la redéfinition des besoins des usagers sur l'ensemble des territoires et la fixation des moyens pour y répondre, le tout en associant usagers, représentants des personnels et administrations. CAP 2022 est loin de ces objectifs. C'est pourquoi nous ne pouvons d'ores et déjà qu'être méfiants quant aux conclusions qui sortiront de ce comité !!!!

La CGT poursuivra la bataille entreprise pour imposer la prise en compte d'un ensemble de propositions et de revendications alternatives aux politiques mises en œuvre

Quand l'indécence n'a plus de limite :

Prélèvement à la source : « Vous avez demandé le dialogue social ? Ne quittez pas... »

On savait la DGFIP directement concernée par les futures préconisations du Comité Action Publique 2022. On s'attendait donc à voir fleurir rapidement des propositions visant à externaliser ou abandonner certaines missions. On peut dire que nous ne sommes pas déçus avec le dernier avatar du PAS.

La DGFIP a lancé un appel d'offres dans le cadre de la mise en place du Prélèvement à la Source visant à organiser l'accueil téléphonique des usagers et contribuables par un prestataire privé !

Ainsi, avant même le début des pseudo-concertations, la mascarade CAP2022 dévoile son vrai visage... et l'externalisation de la DGFIP est enclenchée en court-circuitant l'information des agents et de leurs représentants.

Après le P.A.S.
Le délai de paiement confié
au Privé ?



#balance_ton_Porc

Ce Hashtag a déferlé sur les réseaux sociaux comme un raz de marée, entraînant dans cette déferlante des centaines, des milliers de femmes souffrant seules dans le silence pesant de la honte, vers la libération de leur parole, face aux violences sexistes et sexuelles dont elles ont été victimes.

Des quatre coins du globe, dans toutes les sphères sociales, des victimes de crimes, d'agressions, de harcèlements sexuels ont pu, enfin, lever le voile pudique jeté négligemment sur leur douleur psychologique et physique.

Dans un élan de délivrance, elles ont su trouver, par ce mouvement, le courage suffisant pour relever la tête et témoigner de leurs souffrances et souvent révéler l'identité des « Porcs ».

"Comment toutes ses femmes qui ont si docilement fermé la bouche jusqu'à aujourd'hui osent-elles maintenant se dresser si verbalement contre ceux qui les ont bâouées, contraintes ou bien pire ?"

Déjà, dans une levée de boucliers, certains protestent, leur collant dans la figure le droit à la présomption d'innocence, comme une arme pour les faire taire, le droit à une justice égalitaire pour leurs agresseurs, le droit à un anonymat en attendant un hypothétique procès.

Oui... Hypothétique !

La justice n'est pas faite pour ces femmes... A peine un viol sur 5 aboutit à un dépôt de plainte... et un tiers des plaintes à une condamnation. Et que dire des agressions et du harcèlement qui restent le plus souvent sans suite !

Car la majorité des victimes ne peuvent généralement pas en parler, abasourdis par la honte, la peur, le mal-être, le dégoût. Certaines osent porter plainte et doivent faire face à une sorte d'interrogatoire qui les place en coupable et non en victime : « Aviez-vous bu ? Comment étiez vous habillée ? Avez-vous aguchié celui qui vous aurait agressé ? ... » Et j'en passe ! Déjà fragilisée par l'acte ignoble qu'elle a enduré, la victime devient coupable de sa

propre agression !

Et que dire quand la Justice [sic] légitime même le viol des mineur.e.s, en voulant rabaisser l'âge du consentement ?

Il est temps, grand temps, de changer les comportements, de changer l'éducation de nos enfants, pour que les femmes ne soient plus considérées comme des jouets dont les hommes peuvent s'amuser, des objets que les hommes peuvent briser, comme des proies que les hommes peuvent chasser... Il est tant que l'égalité entre femme et homme ne soit plus un vœux pieux, mais une réalité !

En créant partout des Comités Femmes Mixité, la CGT s'est engagée dans le combat pour l'égalité entre femmes et hommes, que ce soit au travers des luttes menées contre la discrimination professionnelle, contre l'inégalité salariale, contre le harcèlement... Mais c'est avant tout un difficile combat pour changer les mentalités.

#balance_tes_préjugés !

Quelques chiffres pour mémoire..... Et mots choisis

Macron, le président des riches et l'ami de la finance

L'impact budgétaire de différentes mesures.
Quelques chiffres en milliards d'euros.

Des milliards d'euros pour les classes sociales les plus riches et le patronat.

FORTUNE

Fin de l'ISF et création de l'impôt sur la fortune immobilière.

-3,2 Mrd €

CAPITAL

Mise en place d'un prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital.

-1,3 Mrd €

SOCIÉTÉS

Baisse de l'impôt sur les sociétés.

-1,2 Mrd €

DIVIDENDES

Suppression de la taxe sur les dividendes.

-2 Mrd €

CRÉDIT D'IMPÔT

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

-4 Mrd €

GROS SALAIRES

Suppression de la quatrième tranche de la taxe sur les salaires.

-0,6 Mrd €

Qui seront payés par qui ?

270 Mio €

JOUR DE CARENCE

Mise en place du jour de carence.

200 Mio €

HOPITAL

Augmentation du forfait hospitalier.

15 Mrd €

DÉPENSE PUBLIQUE

7 Mrd pour l'Etat
3 Mrd coll territoriales
5 Mrd Sécurité Sociale

1,7 Mrd €

ALLOCATION

Baisse des APL

GEL
Du pt d'indice

POINT D'INDICE

Une revalorisation de 1% est estimée à 1,8 Mrd et génère 320 moi de cotisations.

1600
Supp d'emplois
FPE

EMPLOIS

Et réduction du volume des contrats aidés de 480000 en 2016 à 200000 en 2018.

?

RETRAITES

Augmentation de la CSG sur les retraites qui reste difficile à chiffrer.

Le rapport sur les inégalités mondiales 2018, le jeudi 14 décembre, l'assure : "Les inégalités ont augmenté dans presque toutes les régions du monde."

S'appuyant sur une méthodologie pionnière et le travail d'une centaine de chercheurs, ce rapport est piloté par cinq économistes de renom (Thomas Piketty, Gabriel Zucman, Lucas Chancel, Emmanuel Saez et Facundo Alvaredo) qui veulent croire que les inégalités mondiales ne sont pas une fatalité, mais qui alertent sur la tendance lourde de l'économie depuis les années 1980.

Trump et Macron mènent la même réforme fiscale

« L'économiste Thomas Piketti compare les réformes fiscales de Trump et Macron. " les correspondances sont incontestables". Cette politique fiscale est selon lui "une fuite en avant vers le dumping fiscal". "C'est L'Europe qui a mené le bal, Trump n'a fait que suivre. C'est l'Europe qui a tiré les Etats-Unis vers le dumping fiscal".

"On est encore dans le mythe du ruissellement" explique Lucas Chancel, "les plus aisés n'ont pas tiré les plus pauvres vers le haut" .

L'écho des com' : Vous avez dit Dialogue Social?...

Campagne évaluation /notation: Morne plaine !

Une nouvelle campagne va démarrer en février et nous craignons une perte d'intérêt de l'entretien d'évaluation notation.

En effet, pour la première fois, aucun mois de bonification ne pourra être attribué aux agents, en lien direct avec la régressive réforme PPCR (Parcours Professionnel Carrière Rémunérations). Et pourtant, nous appelons l'ensemble des agents des finances publiques de la Vendée à porter une attention particulière à leur dossier.

Certes, le RIFSEEP (Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, expertise et de l'engagement professionnel) a été reporté au 1^{er} janvier 2020.

Mais, nous rappelons à titre d'information que ce nouveau régime indemnitaire introduit

une part variable (complément indemnitaire annuel) dans notre rémunération.

Bien, me direz-vous ?

Non, car dans les faits, une enveloppe indemnitaire destinée aux agents du même grade (montant prime x taux moyen x coefficient d'attribution) n'est pas extensible.

Payer plus certains agents conduira donc mécaniquement à payer moins les autres.

A titre d'exemple, des collègues de la Direction Départementale des Territoires du 49 qui se sont vus appliquer ce dispositif dès son adoption, ont connu des modulations de rémunérations allant jusqu'à 300€ en moins par mois!!!

Et oui, pour que certains touchent un peu plus, il faut prendre sur les autres.

C'est pourquoi il ne faut pas hésiter à solliciter vos représentants du personnel CGT pour étudier chaque croix du tableau synoptique, chaque remarque de votre supérieur hiérarchique.

Ces éléments, supports possibles de votre future rémunération ou de votre future promotion doivent donc être soignés et non négligés.

En conclusion, nous vous invitons à penser à vous et à penser également à nous pour vous aider !



	2012	2018
C EN B	1846	515
B EN A	286	84

Liste d'aptitude

Avec une baisse des promotions de 70 %, seul 1 collègue B (pour 37 postulants) et 5 C (pour 28 postulants) pourront accéder aux corps supérieurs en 2018.

Encore, encore et encore...

Et ce n'est pas fini car la DG nous annonce plus de suppressions d'emplois dans les années à venir !!!

Le tableau ci-dessous reprend le détail des suppressions. Pour la Direction, elles correspondent au transfert d'une partie du service des ressources humaines au CSRH (*Centre de Services des ressources Humaines*) de St Brieuc et du service des recettes non fiscales à Angers .

Cette année, les suppressions sont concentrées sur les services à plus grand effectif, les plus petits ne permettant plus de modification. Il est plus facile de comprendre l'intérêt de regrouper les services dans ces conditions !

Non, ce n'est pas pour un meilleur service public mais bien pour faciliter les suppressions.



Suppressions d'emplois

B	C	TO-TAL	SERVICE
-5	-2	-7	Direction
-1	-1	-2	EDR
-1		-1	Paierie Départementale
	-1	-1	SIP la Roche
	-1	-1	SPFE la Roche
	-1	-1	CDIF la Roche
	-1	-1	Trésorerie de Côte de Lumière
-1		-1	PCE les Sables
	-1	-1	Trésorerie de Challans
	-1	-1	SIP de Challans
-1		-1	SIE de Challans
-1 (géo)		-1	CDIF Challans
-1		-1	SIP-E Fontenay
-11	-9	-20	TOTAL

Le coin des consommateurs avertis



Tomates, l'or rouge

L'association de consommateurs Altroconsumo a testé vingt-quatre marques de coulis de tomate en pot de verre. Tous les produits

testés sont fabriqués avec des matières premières de qualité, sans ajout d'eau et sont d'une qualité sanitaire impeccable.

Le problème est ailleurs. Il est dans les champs, dans les camps de travail aux mains des « caporalli ». Ces « caporaux » sont des mafieux qui exploitent des migrants. Contraints de vivre dans des camps sans eau potable ni électricité, ils sont prisonniers d'un système baptisé le « caporalato » : pour travailler, ils doivent passer par un intermédiaire, un caporal, qui les place auprès des agriculteurs et qui les taxe. On estime que 400 000 travailleurs agricoles sont employés en Italie à la récolte des fruits et des légumes.

Dans son éditorial, la rédactrice en chef Rosanna Massarenti revient sur le drame de Foggia, un village du sud de l'Italie. Dans la nuit du 2 au 3 mars 2017, deux personnes ont trouvé la mort

dans l'incendie d'un camp, un ghetto qui abritait des migrants travaillant dans les champs alentours. Dans les jours qui ont suivi le drame, les journaux ont publié la carte des dizaines de bidonvilles italiens – dispersés du Nord au Sud – où des milliers d'esclaves sont contraints de vivre et de travailler dans des domaines agricoles en échange de quelques euros par jour et sans aucune protection. L'année dernière, la police a épinglé 713 cas de recrutement illégal. Une loi est censée assainir le secteur en obligeant les employeurs à passer par des agences de recrutement. Mais l'exploitation des travailleurs agricoles perdure, et pas seulement chez les migrants. Altroconsumo rappelle la triste histoire de Poala Clemente, qui est morte d'épuisement en juillet 2015 dans la campagne des Pouilles, où elle travaillait parmi 600 femmes 12 heures par jour pour un salaire de 27 euros.



Source : **Altroconsumo (Italie)**, avril 2017

Avec plus de 300 000 membres, Altroconsumo est la première association de consommateurs en Italie. Née en 1973 sous le nom de Comité de défense des consommateurs, elle publie des magazines et des livres pour information du consommateur, donne des consultations juridiques et mène une politique de lobbying. Les éditions Altroconsumo Ltd sont membres d'Euroconsumers S.A. (Test-achats en Belgique, OCU Compra Maestra en Espagne, Proteste au Portugal, Proteste au Brésil).



L'assemblée générale Indécosa-CGT aura lieu
le mardi 15 mars 2018;
Le thème en sera le logement.

C'est décidé, je me syndique à la CGT !

Nom & prénom :

Adresse administrative :

Grade : Échelon/Indice : Temps partiel :

Date :

Signature,

Cgt Finances Publiques 85
Bd Albert Schweitzer
85307 CHALLANS Cédex
cgt.dgfp85@dgfp.finances.gouv.fr
http://www.dgfp.cgt.fr/85/

